

Hauts-de-France : les élus PCF soumettent dix "propositions d'urgence" au Premier ministre

09/06/2018 - 18h28



© Francois Mori / POOL / AFP

Les élus communistes des Hauts-de-France veulent lutter contre la caricature d'un "territoire désespéré, où prospère le Front national".

Les parlementaires et élus communistes des Hauts-de-France ont soumis samedi au Premier ministre [Edouard Philippe](#) dix "propositions d'urgence" en faveur de leur région, touchée par "le chômage, la surmortalité et l'exclusion", comme [le maintien des petites lignes ferroviaires](#) ou l'augmentation du Smic à 1.900 euros brut.

Les élus PCF ont remis au chef du gouvernement un "manifeste" comprenant ces dix propositions et décrivant les problèmes mais aussi les espérances d'une région qui se refuse à la "caricature", qui ferait d'elle "un territoire désespéré, où prospère le [Front national](#)".

"Une Région qui ne baisse ni les bras, ni la tête". "Nous avons mené un travail d'écoute" de "ceux qu'on n'entend plus", afin de "faire remonter leurs inquiétudes, leurs attentes, leurs revendications, mais aussi faire émerger des propositions (...). Ce Manifeste est le reflet d'une Région qui ne baisse ni les bras, ni la tête. Il est le porte-voix de toutes celles et tous ceux qui se battent pour mieux vivre, pour que leur dignité soit respectée", écrivent les élus.

Pauvreté, surendettement, chômage supérieur à 10%, espérance de vie inférieure de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes par rapport à la moyenne nationale, accès aux soins "catastrophique", "délocalisations", "éleveurs délaissés" sont quelques-uns des problèmes qu'ils soulèvent.

Le PCF demande un moratoire sur la fermeture des bureaux de poste. Quatre de leurs propositions sont liées à la région seule : "nécessité d'installer un troisième CHU dans le Bassin Minier, en lien avec les hôpitaux de Lens, Douai et Béthune et garantie du maintien des maternités de Creil et Clermont", "maintien des lignes ferroviaires du quotidien (Orchies-Lourches, Etaples-Saint-Pol-sur-Ternoise etc) et réalisation du barreau ferré Creil-Roissy".

Ils demandent également un "moratoire sur les fermetures de bureaux de poste, de perceptions, de services publics dans les zones rurales et les quartiers populaires", ainsi que "la mise en oeuvre d'un projet régional de développement maritime intégrant les ports de Dunkerque au Havre".

Ainsi qu'une baisse de la CSG pour les retraités. Les six autres propositions s'inscrivent au niveau national. Les communistes demandent ainsi "la baisse de la CSG pour les retraités et le retour de la demi-part fiscale pour les veuves", "l'augmentation du Smic à 1.900 euros brut pour un temps plein", le conditionnement des aides publiques aux entreprises "à l'augmentation des salaires et au maintien de la production en France", "l'augmentation des budgets de fonctionnement et d'investissement dans la santé", un "moratoire sur les fermetures de lit d'hôpital" et la "mise en oeuvre d'un plan de désendettement des hôpitaux".

Autres propositions : "la participation des salariés aux choix stratégiques de l'entreprise en élargissant les pouvoirs des élus du personnel", ainsi que "la mise en place d'un grand plan de renforcement de l'Inspection du Travail, de la Médecine du Travail et de l'administration fiscale".

Sur le même sujet :

- **[Ian Brossat désigné tête de liste PCF aux élections européennes de 2019](#)**
- **[Pierre Laurent \(PCF\) : la manifestation du 26 mai "ne répond pas à l'appel de tel ou tel leader"](#)**
- **[Grève à la SNCF : les usagers doivent aussi se mobiliser, estime Pierre Laurent \(PCF\)](#)**